

Conférence de presse conjointe de M. François Hollande, Président de la République, et Mme Angela Merkel, Chancelière de la République fédérale d'Allemagne, sur l'ordre du jour du G7, les accords de Minsk sur l'Ukraine, la Grèce dans la Zone euro et sur les relations franco-allemandes, à Paris le 20 février 2015.

LE PRESIDENT : Mesdames, messieurs,

J'ai eu grand plaisir à accueillir la Chancelière Angela MERKEL qui venait à Paris pour exposer ce que sera l'ordre du jour du G7, puisque c'est l'Allemagne qui a la responsabilité de l'organiser. Nous avons saisi cette occasion, même si nous nous sommes quittés il y a peu, puisque la dernière fois c'était à Bruxelles, et nous avons eu depuis plusieurs conversations téléphoniques. Nous avons convenu que cette rencontre pouvait être aussi l'occasion d'aborder d'autres sujets d'actualité : l'Ukraine et la Grèce.

Pour rester d'abord sur le G7, c'est un rendez vous très important, parce qu'il permettra d'aborder non seulement les crises internationales que nous connaissons, mais aussi de donner un éclairage particulier sur la préparation de la conférence sur le climat, dont la France est le pays hôte.

Il y aura également, et c'était la volonté de la Chancelière, le sujet de la santé notamment en Afrique qui sera évoqué. Puis, il y a la lutte contre le terrorisme, qui doit toujours être notre préoccupation compte tenu de ce que l'on sait.

Sur les sujets d'actualité, il y a d'abord l'Ukraine. Nous n'avons cessé d'échanger avec la Chancelière depuis les accords de Minsk. Nous sommes encore plus convaincus que ce sont ces accords qui doivent s'appliquer. Tous les accords, rien que les accords. Cela veut dire le cessez-le-feu, qui est toujours menacé, qui a été plusieurs fois violé, notamment à Debaltsevo, ces derniers jours et qui doit maintenant être intégralement observé sur l'ensemble de la ligne. Les accords de Minsk c'est ensuite le retrait des armes lourdes, et c'est l'étape qu'il conviendra d'engager. Et puis il y a aussi la libération des prisonniers et c'est ce que nous devons essayer de faciliter. Nous allons donc continuer, la Chancelière et moi-même dans le cadre du format Normandie, de travailler à l'effectivité de ces accords de Minsk.

Sur la Grèce, il y a une réunion de l'Eurogroupe cet après midi, il y a eu déjà de nombreuses discussions. Une lettre a été envoyée par le Premier ministre grec, Alexis TSIPRAS, et c'est dans le cadre de ces discussions que nous devons trouver une solution. Nous avons aussi la responsabilité de faire que les engagements soient respectés et en même temps que le vote des Grecs puisse être entendu. Cela fait partie de ce qu'est la vie dans l'Union européenne.

Je veux aussi terminer sur ce que nous avons à faire dans le cadre du Conseil des Ministres franco-allemand, qui se tiendra à Berlin le 31 mars. Nous avons abordé son ordre du jour. Notre volonté, la Chancelière et moi-même, est de travailler toujours ensemble pour aborder les sujets d'avenir. Il y a bien sûr des questions d'actualité - nous les réglons - mais il y a aussi les sujets d'avenir.

Les sujets d'avenir c'est présenter des projets communs dans le cadre du plan JUNCKER et préparer ensemble un plan de développement du numérique, tout en respectant les données personnelles et c'est avoir une politique énergétique de manière à ce que nous puissions être conformes à ce que sera l'accord sur le climat, mais en même temps que nous puissions assurer une indépendance énergétique à nos pays respectifs et c'est porter ensemble des programmes de recherche.

Nous avons aussi la volonté de travailler sur les questions d'intégration, parce que ce sont souvent les mêmes problèmes que nous affrontons, et également d'apporter par rapport à la question migratoire, par rapport à la question de l'asile des réponses appropriées.

Voilà l'esprit qui nous anime et je dois vous confirmer, qu'avec la Chancelière, nous sommes toujours à l'initiative pour essayer d'être utile en Europe et même hors de l'Europe et en même temps de rapprocher sans cesse davantage nos deux pays parce que l'Europe a besoin de la France et de l'Allemagne et la France et l'Allemagne veulent travailler pour l'Europe.

Angela MERKEL (traduction) : J'exprime tous mes remerciements pour l'hospitalité avec laquelle nous avons été reçus aujourd'hui à Paris. Nous menons d'intenses discussions à l'occasion de la présentation de l'ordre du jour du G7. En ce qui concerne cet ordre du jour, il y a un large accord entre la France et l'Allemagne sur les points importants. Bien sûr, comme toujours, le G7 traitera des questions politiques d'actualité et de la situation du monde et nous évoquerons, entre autres, la question de l'Afrique. A cette occasion, nous parlerons également de la question de la santé, avec l'épidémie Ebola, et des conclusions que l'on peut en tirer.

Ensuite, quelle possibilité s'offre à nous pour lutter contre le terrorisme ? C'est une question très importante pour le continent africain. A l'occasion du G7, nous organiserons une rencontre dans le cadre « outreach », avec des représentants de l'Union africaine.

Ensuite nous apporterons notre soutien à la France dans la préparation de la Conférence sur le climat. Le Président participera à la conférence préparatoire de Berlin, j'en suis très heureuse. Mais nous tirerons aussi partie du G7 à ce sujet. Nous essayerons également d'établir un ordre du jour commun pour les pays du G7 dans l'optique de la conférence de Paris.

Ensuite, il y aura d'autres sujets liés au développement que nous gardons à l'esprit, les femmes, l'émancipation des femmes, la formation professionnelle des femmes. La France apporte son soutien à tous ces sujets.

Fin mars aura lieu le conseil des Ministres franco-allemand, nous en avons parlé, nous avons parlé de son ordre du jour, l'économie numérique, la croissance, ce sont des sujets que nous avons évoqué, comme l'a dit François HOLLANDE. Mais le sujet du TTIP sera aussi à l'ordre du jour. Nous souhaitons nous coordonner étroitement en ce qui concerne l'adoption du CETA et concernant le TTIP.

Nous avons évoqué aussi des sujets d'actualité. A propos de l'Ukraine, nous sommes engagés sur la même voie. L'objectif, c'est que les engagements de Minsk pris la semaine dernière soient maintenant mis en uvre, qu'un ensemble de mesures soient prises pour que les accords de Minsk de septembre soient traduits dans la pratique. C'est un chemin difficile, mais la situation est difficile elle aussi et il faut absolument que ces accords soient mis en uvre. Je pense que cela vaut la peine de faire tout ce qui est nécessaire pour éviter que le bain de sang ne se poursuive.

Il faut donc maintenant mettre en uvre les mesures relatives au cessez-le-feu lui-même, au retrait des armes lourdes, aux échanges de prisonniers et aux autres points de l'accord.

Cela fait maintenant un an que les événements de Maïdan ont eu lieu et nous voyons que l'Ukraine n'est pas sortie des difficultés. Nous voulons lui apporter notre aide, et cela n'est possible que si un certain nombre de mesures conçues à cette fin sont mises en uvre. La France et l'Allemagne continueront d'accompagner ce processus.

L'Eurogroupe se réunit cet après midi pour parler de la Grèce et d'un éventuel prolongement du programme d'aide à la Grèce. Nous avons beaucoup échangé sur ces questions, nos ministres des Finances traitent des questions de détail. Il faut encore améliorer les choses sur le fond. La semaine prochaine le Bundestag va devoir se prononcer sur la prolongation du programme. La réunion de l'Eurogroupe aujourd'hui est le début d'une phase de travail intensive, du moins c'est ce qui est nécessaire et j'espère que c'est ce qui va se passer en étroite coordination entre la

ce qui est nécessaire et j'espère que c'est ce qui va se passer en étroite coordination entre la France et l'Allemagne. Merci pour cette rencontre de Paris.

Journaliste allemand, ZDF (traduction) : La proposition de la Grèce, sur quel point pensez-vous qu'elle n'est pas suffisante et que pensez-vous de la question du Cheval de Troie ou des chevaux de Troie ?

Angela MERKEL : Je n'ai pas l'intention de parler de la mythologie grecque, d'ailleurs mes connaissances sont limitées. Non, ce n'est pas ça qui nous occupe aujourd'hui. La question est celle de la prolongation du programme d'aide. Qu'est-ce que cela veut dire sur le fond ? Il faut pouvoir dire aux gens dans d'autres pays de quoi il s'agit exactement. Dans un premier temps, il y a encore un grand nombre de questions techniques à régler, un grand nombre de décisions à prendre. Je ne vais pas entrer dans les détails, c'est le rôle des ministres des Finances, qui vont en parler aujourd'hui.

Maria DENAXA DEVALLEE, Mega Channel : Bonjour. Spiegel dit aujourd'hui que la Banque Européenne s'est préparée à un « grexit » est-ce que c'est un scénario auquel réfléchissent en coulisse Berlin et Paris ? Merci.

LE PRESIDENT : la Grèce est dans la zone euro et la Grèce doit rester dans la zone euro. La position de la France, c'est que tout soit fait pour que du côté grec et du côté européen, il puisse y avoir une plus forte cohésion de la zone euro. Je ne connais pas de scénario qui aujourd'hui soit sur une sortie de la Grèce de la zone euro. Ce n'est pas d'ailleurs l'intention du gouvernement grec, qui l'a plusieurs fois rappelé.

Angela MERKEL : Depuis qu'il y a des programmes d'aide à la Grèce, la politique allemande et la politique de tous les autres états membres de l'Union et de la zone euro c'est de lutter pour que la Grèce reste dans l'euro. Pour cela, la Grèce a fait des sacrifices importants. La situation est encore difficile, par exemple sur le marché du travail, mais on commence à observer certains résultats, et donc nous entendons bien poursuivre cette politique.

Christian SCHUBERT, Frankfurter Allgemeine Zeitung : Madame la chancelière, monsieur le président, une question à propos de l'Ukraine. Des blindés russes auraient passé la frontière, d'après les dernières informations que j'ai obtenues. Qu'en savez-vous ? Pouvez-vous le confirmer ? Ensuite, l'accord Minsk 2 n'a-t-il pas échoué ? Et, troisième question, avec quels moyens entendez-vous réagir ? De nouvelles sanctions par exemple ?

LE PRESIDENT : Je n'ai pas à ce stade de confirmation qu'il y ait eu l'entrée de chars russes en Ukraine, ça ne veut pas dire que ça n'existe pas. Mais vous me posez la question de savoir si j'en suis informé formellement, non. Mais il y a des risques, on le sait bien, qu'il y ait des escalades s'il y a non-respect du cessez-le-feu. Donc, toute notre attention, toute notre action, c'est de revenir le plus vite possible à un respect intégral du cessez-le-feu et un retrait des armes lourdes. A partir de là, les signataires de ce protocole se sont engagés, je parle des parties prenantes ukrainiennes et nous avons également établi une déclaration à Minsk. Ça a pris du temps, toute une nuit, pour que les quatre pays qui étaient représentés au plus haut niveau puissent donner leur caution à cet engagement de fin des hostilités en Ukraine. Tout pays qui manquerait à cette parole encourrait nécessairement des mesures contraignantes, des sanctions, mais ce n'est pas notre intention. Notre intention, ce n'est pas de prononcer des sanctions. Notre intention, c'est d'arriver à une situation de paix en Ukraine.

Angela MERKEL : L'initiative de François et de moi-même dans le « format Normandie » et la rencontre de Minsk avaient pour objectif de tout faire pour établir des règles afin de sortir de la question des sanctions, afin de s'engager sur une voie politique constructive. Nous n'avons rien décidé de nouveau. Je dirais que nous avons simplement arrêté un ensemble de mesures permettant la mise en œuvre de l'accord de Minsk de septembre, le mémorandum et le protocole. Il s'agit maintenant de mettre en œuvre ces mesures, comme l'a dit le président français, et nous ferons tout dans le cadre de nos possibilités pour y parvenir. D'abord, sur la question du cessez-le-feu. Ensuite, sur la question du retrait des armes lourdes au-delà de certaines lignes qui ont été fixées très précisément. L'inconvénient du premier accord de Minsk, c'est qu'on ne disait pas exactement qui devait se retirer à quelle distance de quoi. Cela a entraîné la possibilité de se cacher derrière certaines incertitudes. Maintenant, il faut aussi que la surveillance du processus

soit assurée par l'OSCE. Et puis, il y a 13 points dans ce deuxième accord de Minsk, qui doivent être mis en œuvre, certains à une échéance de plusieurs mois et d'autres très rapidement. Certains points ne sont pas respectés et on sait que si c'est le cas, si vraiment ils ne sont pas respectés, il pourrait y avoir des sanctions. L'objectif de la réunion de Minsk, ce n'était pas d'arrêter des sanctions, c'était de faire quelque chose pour la paix et la stabilité de ces régions. C'est difficile, ça durera longtemps, ça prendra du temps, donc ne nous faisons pas d'illusions et lorsqu'on a vu comment se sont déroulées les négociations, on comprend bien que ça ne sera pas un processus qui va se dérouler facilement. Ce qu'il faut faire, c'est faire tous ces efforts pour que d'autres vies ne soient pas perdues dans cette affaire et il faut penser aux gens qui vivent à Donetsk, à Lougansk. Il faut qu'ils puissent respirer et qu'ils puissent reprendre une vie normale. Le processus est difficile, je le sais, je ne me fais pas d'illusions et je ne m'en fais pas pour l'avenir non plus mais ça vaut le coup.

Hervé ASQUIN, AFP : Bonjour. Une question pour la chancelière £ cette semaine, la France a été contrainte de recourir à une mesure assez exceptionnelle, le recours à l'article 49-3 de sa Constitution pour parvenir à une réforme structurelle de libéralisation de son secteur privé. Est-ce que vous considérez que cette situation est un signal inquiétant, un mauvais signal pour la capacité de réforme de la France ? Et est-ce que vous appelez Paris à poursuivre ses réformes structurelles dans les mois qui viennent ?

Angela MERKEL : Alors, je n'ai pas à lancer ce genre d'appel. La France a établi son ordre du jour en matière de réformes, c'est une bonne chose. Et les commentaires de l'Allemagne ne sont pas nécessaires. Chaque pays devrait d'ailleurs faire des réformes en faveur de l'emploi, en faveur de la croissance. La France a opté pour l'article 49-3, c'est une possibilité, et bien, elle a fait usage de cette possibilité. Chaque pays a différentes possibilités pour que telle ou telle loi soit adoptée et je suis heureuse que cela ait réussi.

Je sais à quel point il est difficile de faire passer le changement, les réformes. La France n'a pas besoin de mes encouragements ou de mes félicitations, mais je crois que c'est une bonne chose que cette loi ait été adoptée. Et cela montre qu'il y a vraiment une véritable capacité à agir qui existe.

LE PRESIDENT : Je ne sais pas si j'ai des commentaires à faire par rapport à des encouragements qui nous ont été donnés mais ce n'est pas parce qu'il y a cette idée de réforme qui a existé en Allemagne depuis plusieurs années que nous avons pris cette décision de faire bouger un certain nombre de règles dans notre pays à travers ce qu'on appelle la loi activité-croissance.

Comme je l'ai dit, nous ne l'avons pas fait pour faire plaisir à la Commission européenne, et même si nous avons beaucoup de bons sentiments pour l'Allemagne, pas pour faire plaisir à l'Allemagne. On le fait, parce que c'était utile pour nous et parce que ça devait nous permettre de créer davantage d'activités et d'emplois. Quant à la procédure elle-même, elle est prévue par la Constitution et elle nous a permis de faire adopter ce texte qui aurait pu l'être avec une majorité qui était sans doute là mais qu'il fallait plutôt ne pas vérifier pour ne pas perdre de temps. Parce que si le texte n'avait pas été approuvé par l'Assemblée nationale, il eût fallu tout reprendre et perdre plusieurs mois, ce qui aurait été particulièrement préjudiciable pour notre pays.

Donc l'idée, c'était d'avancer et pour avancer, nous avons choisi la meilleure formule. Il aurait pu en être choisie une autre, il ne dépendait d'ailleurs qu'aux députés d'en décider. J'entends des députés de la majorité qui étaient réticents, peu nombreux mais des députés aussi de l'opposition qui auraient pu aussi concevoir, je sais que certains l'avaient à l'esprit, que c'était l'intérêt de la France. Je crois que ce qui doit guider le gouvernement, ce qui doit guider la décision du chef de l'Etat dans ces circonstances, c'est l'intérêt de la France. Ce qui fut fait.

Je voudrais terminer peut-être par dire toute ma gratitude à Angela MERKEL. Parce qu'elle est venue le 11 janvier, chacun s'en souvient. Elle a été l'un des premiers chefs de gouvernement, en tout cas la première, à dire qu'elle serait présente à Paris ce dimanche 11 janvier. Cela a été une fois encore la preuve de l'amitié entre la France et l'Allemagne et de l'exceptionnelle qualité de notre relation.

Ensuite, j'ai pu apprécier la ténacité avec laquelle Angela MERKEL, à Minsk, a tout fait pour que nous puissions avoir un accord. C'était une longue nuit, je l'ai dit aussi, un long matin. Il y a eu un effort pour aller chercher la paix, elle n'est pas encore là mais cette initiative que nous avons prise pour nous retrouver à Minsk avec le président POUTINE et le président POROCHENKO, c'était la seule possible si on voulait qu'il y ait une chance pour la paix.

La paix avait une chance de pouvoir naître ou renaître à Minsk, il ne fallait pas la laisser passer mais nous devons préserver cette chance, avec Angela MERKEL, dans le cadre du « format Normandie », utiliser toute notre énergie pour que nous puissions poursuivre, avancer dans tous les domaines. On l'a vu pour ce qui concerne les réformes, on le voit pour ce qui concerne même nos rapports avec la Grèce, on le voit par rapport à la recherche de la paix, c'est avancer, prendre des initiatives, et ne pas nous laisser emmener là où nous ne voulons pas aller, c'est-à-dire ou la stagnation ou la crise ou la guerre.

Merci.